

Lyon 8<sup>e</sup>

# Marché à la sauvette des États-Unis : Marie-Charlotte Garin tire la sonnette d'alarme

La députée Les Écologistes, Marie-Charlotte Garin alerte la préfète du Rhône sur une « situation complexe dépasse largement les capacités des élus locaux et de la police municipale ». Les services de l'État répondent.

On y trouve de tout et surtout n'importe quoi. Le marché à la sauvette des États-Unis crispe tout ce quartier de Lyon 8e. Usagers associations et élus se mobilisent. Dernière intervention en date, celle de la députée du Rhône Marie-Charlotte Garin (Les Écologistes) qui indique au Progrès avoir interpellé à trois reprises la préfecture et le ministre de l'Intérieur à ce propos. L'élue a, cette fois, obtenu réponse. Et pas, semble-t-il, celle qui était attendue.

Car le sujet divise. Pour la députée « les problématiques identifiées ne relèvent pas seu-

lement de l'insalubrité liée aux déchets, mais bien de sécurité et santé publique ». Et d'indiquer dans la missive expédiée à l'intention de Fabienne Buccio, préfète du Rhône, en septembre dernier, des « éléments alarmants » tels « la vente de produits et de médicaments périmés » ou encore « la vente illégale de cigarettes ».

« Rétablir un cadre de vie convenable »

Une situation complexe qui « dépasse largement les capacités et les compétences des élus locaux et de la police municipale », dit-elle. D'où les précisions demandées, notamment sur les actions des services de l'État actuelles et futures pour « enrayer le développement du marché » et pour « rétablir un cadre de vie convenable pour les habitants ».

Fabienne Buccio assure être « soucieuse d'apporter une ré-



Le marché à la sauvette dans le quartier des États-Unis. Photo archives Frédéric Chambert

ponse appropriée à cette problématique ».

« Apporter une réponse appropriée »

Néanmoins pour les services de l'État et après « diagnostic commun », cette place n'est

pas « particulièrement marquée par la commission d'actes de délinquance ». Et de reprendre : « la police nationale très mobilisée dans le 8<sup>e</sup> arrondissement, effectuée déjà des patrouilles » tout en soulignant une « forte baisse de la délin-

quance » dans ce secteur. Et on estime du côté des services de l'État que « des mesures autres que judiciaires doivent être envisagées ». Tel un nettoyage accru des lieux. Et de suggérer aussi à la mairie « d'engager ses unités spécialisées de la police municipale » afin de « dissuader les vendeurs non autorisés de s'installer ».

Pas sûr que ce point de vue rassure Marie-Charlotte Garin pour qui « l'achat de produits de première nécessité sur ce marché par un nombre de plus en plus conséquent d'habitants devrait vivement alerter les pouvoirs publics ».

Le sujet ne manquera sans doute pas d'être évoqué ce mercredi soir depuis l'Espace 101, lieu d'une réunion publique où collectivités et État évoqueront le projet de territoire et d'une rénovation urbaine à lancer dans ce secteur du 8<sup>e</sup> arrondissement.

● Aline Duret

Lyon 1<sup>er</sup>

## Squat rue Neyret : les mineurs expulsés ont dormi à la mairie

Les forces de l'ordre sont intervenues vers 6 h 30 mardi matin, rue Neyret, dans les pentes de la Croix-Rousse, pour procéder à l'évacuation d'un squat occupé par des mineurs isolés. Une trentaine d'entre eux a été accueillie dans l'urgence à la mairie du 1<sup>er</sup>.

Dans la salle de conseil et des mariages, Yasmine Bouagga, la maire Les Écologistes avait organisé un petit-déjeuner « solidaire » impromptu.

« C'est une solution temporaire, ils ne passeront pas la nuit ici », glissait alors l'élue. Mais face à l'absence de solutions de logement, les jeunes ont bien dormi dans les locaux de la mairie, dans la nuit de mardi à mercredi. « De façon exceptionnelle », assurait ce mercredi au Progrès, Sophia Popoff (Les Écologistes), l'adjointe au logement à la Ville de Lyon. Une décision prise « dans l'urgence et face au dénuement de ces jeunes qui n'avaient de toute façon même pas une tente pour dormir dehors ».



La maire Les Écologistes du 1<sup>er</sup> arrondissement, Yasmine Bouagga, a improvisé mardi matin, un petit-déjeuner dans l'urgence, avec les mineurs expulsés. Photo Régis Barnes

Les « propositions concrètes » de la Ville

Personne n'est en mesure de dire ce qu'il adviendra de ces mineurs isolés dans les jours qui viennent. « J'ai contacté la préfecture pour qu'elle prenne ses responsabilités et mette à l'abri ces jeunes qui se retrouvent à la rue. La Ville a fait des propositions concrètes de lieux

disponibles mais nous n'avons pas de réponse à ce jour », regrette l'adjointe au maire de Lyon.

Mardi matin, Yasmine Bouagga interpellait déjà les services de l'État : « La préfecture doit assurer la sécurité de ces personnes. Ces expulsions sont des ruptures terribles dans leur parcours d'insertion ».

● R.B.

Lyon 2<sup>e</sup>

## « Analyse, finesse d'esprit » : le club Silk Bridge veut perdurer



Jean Gay, lors d'un tournoi interne du club.

Photo Michel Nielly

Le club Silk Bridge, né en 1952 et installé depuis au 19 place Bellecour, connaît toujours un franc succès. Dépassant les 400 membres dans les années 70/80, ce club qui a connu une baisse de ses effectifs s'est mis, à l'occasion de ses 70 ans, dans les mains d'un nouveau président, Jean Gay. « Le bridge ? C'est l'alliance de l'analyse et de la finesse d'esprit. Toutes les générations devraient s'y adonner », dit ce dernier. Des cours sont dispensés le matin.

Et de 14 à 19 heures, du lundi au vendredi, les parties entre amateurs reflètent un esprit de convivialité. Quant à la jeune génération, composée de cadets et juniors dont certains sont champions d'Europe ou de France, les locaux sont mis à leur disposition le vendredi soir. Entre tournois et sorties, ce club entend continuer en déclinant convivialité et liens sociaux.

Contact : Tél. 04 78 42 08 58 et silk@wanado.fr